

Depuis plusieurs années, les salarié-es manifestent, dans les luttes, leur volonté de changement, (retraite, salaires, conditions de travail, service public...). Lors de l'élection présidentielle, ils ont opté majoritairement pour un changement de politique. La CGT s'est engagée en appelant à battre N. Sarkozy.

Aujourd'hui, le changement semble remis à plus tard.

Le cap est maintenu sur l'austérité. Certes, le discours est moins agressif mais, pour l'essentiel, aucune mesure prise ne va dans le sens des revendications de la CGT. Le gouvernement s'apprête à faire adopter le traité européen, qui instaure la règle d'or, avec davantage d'austérité. Les profiteurs peuvent continuer d'amasser leur fortune, ils ne contribuent pas à hauteur de leurs moyens.

La maîtrise des « déficits publics » est priorisée, au détriment de la relance de la consommation, de la bataille de la reconquête industrielle, du service public et des emplois.

L'attitude du patronat est plus que jamais cantonnée dans sa volonté de culpabiliser les salarié-es sur leurs acquis sociaux, le « coût du travail ». Le ME-DEF exige plus de souplesse du Code du travail, l'exonération des cotisations sociales en les reportant sur l'impôt.

Dans nos établissements et services, nous savons bien ce que la poursuite de cette politique entraîne :

- ➔ Gel des salaires et perte de pouvoir d'achat,
- ➔ Menaces sur les effectifs, augmentation de la charge de travail, déqualifications des emplois, dégradations des conditions de travail.....
- ➔ Poursuite des restructurations et des externalisations de services (radiologie, laboratoires, cuisines, lingerie, administratifs.....).

Avec la CGT, on ne lâche rien.

NON à l'austérité, ce serait l'appauvrissement du plus grand nombre avec ses conséquences économiques comme en Grèce, en Espagne, en Italie et au Portugal...

OUI à l'augmentation des salaires et aux créations d'emplois.

NON au traité Européen. La CGT propose une pétition.

OUI à une politique industrielle ambitieuse.

NON à la casse de nos industries, sacrifiées pour apporter des liquidités aux boursicoteurs, à la spéculation. L'Etat doit faire primer l'intérêt général par des gestes forts, favoriser l'appropriation collective des entreprises lâchées par les actionnaires défaillants, aller jusqu'à la réquisition si c'est nécessaire.

EXIGEONS le financement de la protection sociale pour répondre aux besoins de santé et d'action sociale dans de bonnes conditions.

Afin que les rendez-vous de l'agenda social produisent des avancées concrètes, il faudra, à chaque étape, l'intervention et la mobilisation des salarié-es.

[La meilleure garantie du changement c'est encore l'action.](#)

La CGT appelle les salarié-es à débattre **des revendications et des moyens pour les faire aboutir** :

- le SMIC à 1700 €,
- un grand service public de la santé et de l'action sociale,
- une convention collective unique étendue et de haut niveau,
- un nouveau statut du travail salarié.

Les salarié-es en ont besoin, au plus vite, et c'est ce qu'il faut pour l'économie.

En Europe, 180 organisations syndicales ont décidé d'une semaine d'action, avec un temps fort, le 9 octobre prochain.

Nous invitons chacune et chacun d'entre vous à **ne pas subir, donner son avis, décider d'actions collectives, participer aux rassemblements.**

Le changement dépend aussi de notre intervention